

“Informer juste, informer vrai”

LE TEMOIN

Quotidien d'informations générales et d'enquêtes



N°695 - Vendredi 06 Février 2025

Directeur de publication : Francis Bonga - Tél 699 67 53 33 - Rec. de Déclaration N° 128 / RDPOP / JO5 / SAAJP

400 FCFA

Transition énergétique

L'alerte rouge de l'ITIE sur l'opacité des revenus extractifs



Avec un score de 53/100 et une suspension prononcée par le Conseil d'administration de l'ITIE, le Cameroun aborde la transition énergétique sur fond de déficits de transparence, de contrats pétroliers et gaziers non publiés et de données incomplètes sur les minéraux stratégiques. Face aux risques pour les recettes publiques, la gouvernance des entreprises d'État et le financement de la lutte climatique, l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives appelle à un sursaut national : débat public, lois ambitieuses et politique claire pour une transition juste et équitable. Page 4



Maina Anatole

Le pari tenu avec la jeunesse de Kaélé

Dans un contexte où la jeunesse réclame des actes plus que des promesses, un geste concret vient rappeler que le développement local commence par l'engagement des fils du terroir. Soutien financier, logistique et accompagnement stratégique : l'appui décisif de Maina Anatole à la première édition du Festival Kaélé Moov consacre une vision, celle d'une élite proche des jeunes et résolument engagée pour l'avenir du Mayo-Kani. P.2

Transition énergétique

L'alerte rouge de l'ITIE sur l'opacité des revenus extractifs

Avec un score de 53/100 et une suspension prononcée par le Conseil d'administration de l'ITIE, le Cameroun aborde la transition énergétique sur fond de déficits de transparence, de contrats pétroliers et gaziers non publiés et de données incomplètes sur les minéraux stratégiques. Face aux risques pour les recettes publiques, la gouvernance des entreprises d'État et le financement de la lutte climatique, l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives appelle à un sursaut national : débat public, lois ambitieuses et politique claire pour une transition juste et équitable.



Le Cameroun s'engage dans la transition énergétique dans un contexte paradoxal, marqué à la fois par l'urgence climatique et par de profondes fragilités dans la gouvernance de ses ressources extractives. Une récente analyse consacrée à l'exploitation des données issues de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) met en lumière les limites structurelles d'un système censé financer l'avenir énergétique du pays, mais encore prisonnier de pratiques opaques. Au cœur de cette situation figure une décision lourde de conséquences : l'évaluation du Cameroun par le Conseil d'administration de l'ITIE, intervenue en février 2024, s'est soldée par un score global de 53/100, assorti d'une suspension liée notamment à un déficit d'engagement des parties prenantes, en particulier de la société civile. Ce résultat révèle une conformité partielle à la Norme ITIE et souligne des déséquilibres préoccupants entre production d'informations et appropriation effective de celles-ci. Dans le détail, l'engagement des parties prenantes reste faible, avec un score de 45/100, tandis que les résultats et l'impact plafonnent à 43/100. À l'inverse, la transparence atteint 71,5/100, traduisant des progrès dans la publication de certaines données. Ce contraste met en évidence un para-

doxe central : des informations existent, mais elles demeurent sous-exploitées, insuffisamment débattues et peu utilisées pour orienter les politiques publiques, renforcer le contrôle citoyen ou prévenir les dérives de gouvernance. Or, la transition énergétique repose sur des enjeux stratégiques majeurs. La gestion des minéraux dits « de la transition » indispensables aux technologies bas-carbone exige une traçabilité rigoureuse des permis, des conventions et des flux financiers. À défaut, le pays s'expose au risque de voir se reproduire une « malédiction des ressources » sous une forme prétendument verte, où les rentes minières profitent à quelques-uns sans bénéfices durables pour les populations. La viabilité des revenus extractifs, la gouvernance des entreprises publiques, la qualité du dialogue multipartite entre l'État, les industries et la société civile, l'intégrité du financement climatique, l'impact socio-économique des projets et la diversification industrielle constituent autant de chantiers où la transparence devrait jouer un rôle central. Pourtant, dans les faits, elle reste trop souvent cantonnée à une exigence technocratique, déconectée des arbitrages budgétaires et énergétiques. Les obstacles identi-

fiés sont nombreux et persistants. La non-publication des contrats pé-

troliers et gaziers, la divulgation incomplète des permis et conventions minières, ainsi que l'absence de registres accessibles pour les autorisations minières artisanales et semi-mécanisées contreviennent encore aux exigences de la Norme ITIE, notamment en matière de divulgation contractuelle. À cela s'ajoutent les zones d'ombre entourant l'identification des bénéficiaires effectifs, un enjeu d'autant plus sensible que le pays demeure sous surveillance internationale en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux. Par ailleurs, les données relatives aux émissions de gaz à effet de serre et aux coûts réels des projets extractifs restent partielles, rendant difficile toute évaluation crédible de l'empreinte climatique du secteur et de la juste part revenant à l'État. La faiblesse du débat public sur la transparence appliquée à la transition énergétique, conjuguée à la difficile accessibilité des informations sur les minéraux stratégiques, limite fortement la capacité des citoyens, des médias et des chercheurs à jouer leur rôle de vigie démocratique. Dans ce contexte, un sursaut collectif apparaît indispensable. La transparence ne peut produire ses effets que si les données sont non seulement publiées, mais aussi comprises, débattues et intégrées aux décisions publiques. Cela suppose un renfor-

cement du débat national sur la gouvernance des ressources extractives, en particulier celles liées à la transition énergétique, ainsi qu'une mobilisation accrue de la société civile autour des enjeux de prévention de la corruption, de gestion des conflits sociaux et de redistribution équitable des revenus. Il revient également aux pouvoirs publics de définir une politique claire et cohérente de transition énergétique, arrimée à des règles strictes de divulgation, de contrôle et de reddition des comptes. Le rôle du législateur est, à cet égard, déterminant pour garantir une transition juste, équitable et bénéfique à long terme. Au terme de cette analyse, un constat s'impose : sans transparence totale sur les contrats, les bénéficiaires, les coûts, les émissions et l'utilisation des revenus, la transition énergétique au Cameroun risque de demeurer un slogan, plutôt qu'un levier réel de transformation économique et sociale. L'avenir énergétique du pays se jouera autant dans les choix technologiques que dans la qualité des données mises à la disposition de tous et dans la capacité collective à en faire un véritable outil de gouvernance.

François Aurélien Nguendia